

M. Jeanneney à Paris le 5

AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

PARIS 7^e, le 5 juin 1968

142, Rue de Grenelle
Tél. 468-62.92
Télex 27969
Chèques Postaux Paris 5695-57
Réception: 9 h. à 11 h. 45

Réf.: R.P. No 17

ZI/gh

Monsieur Willy Spühler
Président de la Confédération
Chef du Département politique

B e r n e

an							a/a
Date							
Visa							<i>je</i>
EPD		19. JULI 1968					
Ref. p. A. 21. 31.		<i>Paris</i>					

Essai de synthèse au
point actuel

Monsieur le Président de la Confédération,

1. Bien avant le début de la crise estudiantine des esprits avertis mettaient en garde les autorités responsables contre la dangereuse fermentation qui se manifestait à Nanterre. Cette université construite dans un bidonville était au surplus devenue insuffisante à accueillir tous les étudiants qui s'y trouvaient. Inoccupés, désemparés, ces derniers étaient tout naturellement portés à envisager des solutions violentes. Selon M. Jeanneney, ex-Ministre des Affaires sociales, le Général de Gaulle attira à deux reprises, au cours de conseils des Ministres, l'attention des membres du Gouvernement sur les dangers de laisser pourrir une telle situation. Donc, première responsabilité: carence des autorités universitaires à prévoir les événements et à leur apporter un commencement de solution, parce que, probablement, ils ont, comme tout le monde, sous-estimé le danger latent de l'agitation estudiantine. De plus, lorsque les extrémistes du Mouvement du Vingt-deux mars, de Cohn-Bendit, en vinrent à défier ouvertement



l'ordre public on assista à une flagrante démission de l'autorité. Se croyant désormais tout permis les extrémistes ameurent la Sorbonne.

2. On arrive ainsi à l'Acte II. "Maître absolu de ses armées et de sa diplomatie"*), le Monarque, tout entier à son grand jeu mondial, délaisse les péripéties de la vie intérieure. Il a d'autres projets en tête, ainsi qu'en témoigne l'absence quasi complète de références aux problèmes de l'éducation dans le recueil de ses "Pensées" publié récemment. Malheureusement, le système est tel qu'en dehors de lui nul ne peut prendre de grandes décisions. Les ministres en sont réduits à agir à la petite semaine, d'autant plus que le Premier Ministre s'en va en Perse juste au moment où les choses commencent à mal tourner et que Joxe, qui assura son intérim, "fut au-dessous de tout", selon l'aimable propos d'un de ses collègues. Tout ceci explique cette extraordinaire alternance de brutalités et de faiblesses dont firent preuve les responsables du maintien de l'ordre. Le résultat fut qu'après avoir été rudement matraqués, les étudiants en colère occupèrent la Sorbonne et l'Odéon. Ils apportaient ainsi la preuve qu'en descendant dans la rue on obtient ce qu'on veut.

3. C'est alors que se produit l'étincelle sociale, qui fut la grande surprise de toute l'affaire. Les pouvoirs publics se sont laissés obnubiler par les seuls aspects extérieurs de la situation économique: l'accumulation de devises et d'or; l'élévation des indices de production dans certaines branches. Mais ils ont ignoré ou négligé les ombres du tableau:

*) Charles Maurras, Kiel et Tanger.

l'inégale répartition de la prospérité; les salaires anormalement bas dans de larges secteurs, voire dans des régions entières (notamment l'Ouest) et surtout, le chômage - total ou partiel, avoué ou sournois - qui affecte surtout les jeunes. L'irritation latente que provoque cette situation a ceci qu'elle se dirige non seulement contre les pouvoirs publics, mais aussi contre les leaders syndicaux. Il en résulte une agitation à la base qui explique et le déclenchement des grèves et le peu d'autorité des dirigeants syndicalistes pour y mettre fin. C'est vrai qu'il a fallu une seule étincelle pour provoquer l'incendie, mais cela suppose que le combustible social était terriblement explosif.

4. Devant cette situation qu'il n'a pas créée et, probablement, pas non plus souhaitée, que fait le Parti Communiste? Il faut dire d'abord qu'il s'accommodait fort bien du régime gaulliste: parce qu'en politique extérieure il contribue à disloquer l'alliance atlantique; et qu'en politique intérieure, sa politique peu soucieuse de progrès social crée une situation qui doit à la longue rapporter des dividendes au Parti, mais cela, à la condition qu'il se tienne tranquille et surtout qu'il n'effarouche pas l'opinion. Ainsi, ce qu'il cherche à faire c'est de capitaliser à son profit le mouvement déclenché, en prenant bien soin de le canaliser. Mais cette action modératrice est contrecarrée par l'entreprise de groupes extrémistes trotskystes et anarchistes, dénoncés par "L'Humanité" de "gauchistes et aventuristes". Pour sa part le Premier Ministre et celui de l'Intérieur les accusèrent d'être manoeuvrés de l'extérieur, sans apporter d'ailleurs de précisions sur ce point.

5. Mais même à ce moment, les dirigeants communistes espèrent encore que le Gouvernement va s'employer

à réprimer les menées extrémistes - contre lesquelles ils prennent grand soin de prémunir l'appareil syndical, qu'ils cherchent à reprendre en main. C'est le sens des négociations qu'à l'instigation et sous la conduite de la C.G.T. les centrales syndicales engagent avec le Gouvernement.

Mais une double et désagréable surprise attend l'appareil C.G.T. - P.C.: les accords de Grenelle sont rejetés par la base et l'on assiste parallèlement à une apparente démission du Pouvoir. La situation qui prévaut est exactement décrite par un gréviste: "On croyait enlever une brique et c'est tout le mur qui s'effondre".

Non sans vertige, le Parti voit alors les allées du Pouvoir ouvertes devant lui. Comment résister à une tentation de s'y précipiter? C'est alors qu'on assiste à la politisation de la grève.

6. Le brusque tournant des communistes - et l'apathie incroyable du Pouvoir, qui déclenche chez ses fidèles des vagues de reniements - suscita aussitôt l'émulation de leurs alliés de la Fédération, effrayés à l'idée que le train pourrait partir sans eux. D'où les communiqués et conférences de presse de MM. Mitterand et Mendès-France et l'annonce - bien imprudente - de la constitution d'un gouvernement provisoire, qui était une opération illégale.
7. Il est trop tôt pour épiloguer sur les conditions du ressaisissement gaulliste. Défaillance momentanée du Général ou savante manoeuvre, peu importe. Ce qui compte, c'est que le jeudi 30 mai, à 4 heures de l'après-midi, il a suffi de la voix d'un homme de 77 ans pour marquer un redressement spectaculaire des choses, qui jusque là allaient à la dérive. Une heure plus tard un

million d'hommes remontant les Champs-Élysées signifiaient que l'appel du vieux chef avait été entendu et que la rue n'appartenait pas seulement aux agitateurs.

Mais le discours de de Gaulle n'était pas seulement énergique. Il était aussi habile, puisqu'il tournait l'écueil du référendum et accordait en fait ce que l'opposition n'avait cessé de réclamer: des élections générales.

La "récupération" gaulliste n'a été d'autre part possible qu'après que le Général eut tâté le dispositif militaire. Ce n'est qu'après s'être "de visu" persuadé que l'armée était sûre et, au besoin, prête à agir, que le Général de Gaulle est allé de l'avant et a pu mettre le cran d'arrêt.

8. Au point où en sont les choses, sur le plan social, le Gouvernement replâtré de M. Pompidou paraît s'engager dans une double voie: concessions aussi larges que possibles sur le plan des revendications de salaires, en même temps qu'une détermination de faire repartir dans les plus brefs délais possibles les secteurs-clefs de l'industrie, notamment l'E.D.F., ainsi que l'O.R.T.F., dont le fonctionnement est indispensable à l'ouverture de la campagne électorale. Les moyens envisagés n'excluent pas la réquisition militaire.
9. Sur le plan politique, la tactique du Gouvernement apparaît déjà clairement: brandir le spectre du communisme totalitaire. Il risque d'en résulter un dangereux affrontement, aboutissant au partage de l'électorat en deux camps. Même si le Gouvernement part vainqueur dans cette compétition, la perspective n'est pas réjouissante de voir les communistes polariser à leur profit l'opposition au Gouvernement et, de ce fait, augmenter leur pourcentage. En effet, si le Pouvoir concentre son

- 6 -

hostilité contre le P.C., il renforce par là sa position par rapport à la Fédération. C'est là une évolution dangereuse car, dans les circonstances actuelles, on peut se demander si, grâce à un Centre renforcé, un gouvernement d'union nationale ne serait pas la meilleure solution. Les lourdes échéances qui attendent la France paraissent en tout cas justifier une telle orientation.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse :

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Durant'. The signature is written in a cursive style with a long, sweeping initial 'J'.